

[Accueil](#)[Revenir à l'accueil](#)[Collection](#)[Correspondance active de Jean-Baptiste André Godin](#)[Collection Godin_Registre de copies de lettres envoyées_CNAM FG 15 \(5\)](#)[Item](#)[Jean-Baptiste André Godin à Louis Oudin-Leclère, 4 février 1863](#)

Jean-Baptiste André Godin à Louis Oudin-Leclère, 4 février 1863

Auteur·e : Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888)

Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

3 Fichier(s)

Les relations du document

Collection Correspondant.e.s

[Godin, Émile \(1840-1888\)](#) est cité(e) dans cette lettre

[Oudin-Leclère, Louis \(1803-1885\)](#) est destinataire de cette lettre

[Vigerie, A.](#) est cité(e) dans cette lettre

[Afficher la visualisation des relations de la notice.](#)

Informations sur le document source

Cote FG 15 (5)

Collation 3 p. (416r, 417r, 418v)

Nature du document Copie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservation Bibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

Citer cette page

Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888), Jean-Baptiste André Godin à Louis Oudin-Leclère, 4 février 1863, Équipe du projet FamiliLettres (Famelistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle) consulté le 12/01/2026 sur la plate-forme EMAN :

<https://eman-archives.org/Famililettres/items/show/34246>

Informations sur l'édition numérique

ÉditeurÉquipe du projet FamiliLettres (Famillistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)
DroitsFamillistère de Guise et Bibliothèque centrale du CNAM ; projet EMAN (Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle). Licence Creative Commons Attribution – Partage à l'Identique 3.0 (CC BY-SA 3.0 FR).

Présentation

Auteur·e[Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Date de rédaction[4 février 1863](#)

Lieu de rédactionGuise (Aisne)

Destinataire[Oudin-Leclère, Louis \(1803-1885\)](#)

Lieu de destinationVervins (Aisne)

Description

RésuméGodin relate à Oudin-Leclère que son fils vient d'être condamné à Guise à un an de prison et A. Vigerie à 3 jours de prison après s'être rendus au bal du lundi gras. Il voit dans l'événement un effet de la jalousie à son égard. Il explique que son fils s'est battu avec un jeune homme et le propriétaire de la salle du bal et que Vigerie s'en est mêlé. Godin demande à Oudin-Leclère s'il faut faire appel du jugement : « Sans doute s'incliner et s'exécuter, car les passions qui tirent les ficelles et restent derrière le rideau à Guise n'auraient-elles pas la puissance d'agir jusqu'au tribunal de Vervins. » Il précise que Vigerie se trouve actuellement à Bruxelles et il voudrait que son fils puisse l'y rejoindre. Il informe Oudin-Leclère qu'un ordre daté du 3 février les enjoint à se rendre en prison sous huit jours.
NotesLe destinataire est Oudin-Leclère d'après l'index de la correspondance.

Mots-clés

[Conflit](#), [Procédure \(droit\)](#)

Personnes citées

- [Godin, Émile \(1840-1888\)](#)
- [Vigerie, A.](#)

Lieux cités

- [Guise \(Aisne\)](#)
- [Laeken, Bruxelles \(Belgique\)](#)
- [Vervins \(Aisne\)](#)

Informations biographiques sur les correspondant·es et les personnes citées

NomGodin, Émile (1840-1888)

GenreHomme

Pays d'origineFrance

Activité

- Familistère
- Rente/Propriété

BiographiePropriétaire français né en 1840 à Esquéhéries (Aisne) et décédé en 1888 à Flavigny-le-Petit (Aisne). Émile Caius Godin est le fils de Jean-Baptiste André Godin et d'[Esther Lemaire](#). À l'âge de 10 ans, Émile Godin poursuit sa scolarité à Paris : de 1851 à 1853, dans la pension Régnier à Bellevue à Meudon (Hauts-de-Seine) et de 1853 à 1856, il est pensionnaire au collège Chaptal, établissement novateur préparant ses élèves aux carrières commerciales et industrielles. Émile Godin ne s'adapte pas à la vie en pension et ses résultats scolaires ne sont pas excellents. À partir de septembre 1856, il travaille avec son père pour les Fonderies et manufactures Godin-Lemaire. Dans les années 1860, il est le chargé d'affaires de son père à Paris et à l'Exposition universelle de Londres de 1862 ou le responsable des achats de fonte en Angleterre ; il semble aussi s'occuper de la fabrication, de l'émaillage en particulier. Émile Godin choisit de rester auprès de son père après la séparation de celui-ci et de son épouse Esther Lemaire en novembre 1863. Il est mobilisé dans l'Armée du Nord avec le grade de capitaine pendant la guerre de 1870-1871. Alors que Jean-Baptiste André Godin est élu député de l'Aisne à l'Assemblée nationale (1871-1875), Émile représente son père et remplit des fonctions de direction au sein des Fonderies et manufactures du Familistère, mais il entre en conflit avec plusieurs directeurs de l'usine et du Familistère. En 1878, Émile Godin se brouille avec son père et quitte le Familistère ; des procès opposent le père et le fils. Il épouse le 30 décembre 1882 à Flavigny-le-Petit (Aisne) [Éléonore Joséphine Rouchy](#) qu'il fréquente depuis plusieurs années et avec laquelle il a trois enfants : Émilie Esther (1878-), Alix Émile Godin (1881-1929), enfants naturels légitimés à l'occasion du mariage, et Camille Andréa (1883-). Il décède le 2 janvier 1888, quinze jours avant son père.

NomOudin-Leclère, Louis (1803-1885)

GenreHomme

Pays d'origineInconnu

ActivitéDroit/Justice

BiographieAvocat français né en 1803 à Froidmont-Cohartille (Aisne) et décédé en 1885 à Vervins (Aisne). Louis Onésime Victor Oudin est l'époux de Rose Madeleine Leclère. Son patronyme d'usage est Oudin-Leclère. Avoué à Vervins (Aisne) au XIXe siècle. Son nom est parfois orthographié « Houdin » ou « Oudin-Leclerre » par Jean-Baptiste André Godin.

NomVigerie, A.

GenreHomme

Pays d'origineFrance

ActivitéEmployé/Employée

BiographieComptable employé à Guise par les Fonderies et manufactures Godin-Lemaire de 1862 à 1865. Godin le désigne comme son « principal employé » en 1863. L'épouse de A. Vigerie s'occupe de l'aménagement de la première salle d'asile du Familistère de Guise. De mars 1864 à mars 1865, Godin correspond avec lui en expédiant son courrier à Amsterdam (Pays-Bas).

Notice créée par [Équipe du projet FamiliLettres](#) Notice créée le 29/07/2022

Dernière modification le 26/04/2023

Guise le 6 février 1863

Monsieur

il me faisait l'assurance par laquelle
 je suis de passer pour savoir que
 ceux qui dans les moments de crise
 politique ont eu peur de l'homme le
 plus inoffensif de la ville de Guise ne
 me pardonneront jamais les erreurs
 qu'ils ont commises dans leur appréciation
 de ma personne, et ce sera toujours
 un crime aux yeux de leur virilité
 fatale que je pourrais être quelque chose
 à cet égard et sans me

une quai de mon fils à un bal
 de lundi gras auquel il est le tort de l'être
 d'avoir de mon administrer une nouvelle preuve

vous croirez sans doute que le fils de M.
 Godin aura dû commettre des actes bien
 coupables pour que le tribunal de simple
 police de la ville le condamne à un jour
 de prison et effrayer mon premier employé
 que vous avez déjà vu à 3 jours. Si vous
 croyez cela est parce que peut la passion
 ou sur une division semblable

soient les faits produits par les témoins à
 charge

Après 2 heures de ma part mon fils étant
 allé avec un individu lui marcher sur le pied

415

a la douleur que cela lui causait il aurait
traité de petit verbon et aurait donné deux
coups de poing a l'autre du coup de pied
est lui qui en disposait ainsi et qui a porté
cette plainte (la mère d'un jeune homme
est aussi plaint d'avoir reçu un soufflet de mon
fils mais il ne pas été accordé une attention sérieuse
a cette deposition) il a obtenu en outre avoir
été apprehender mon fils au corps pendant
qu'il causait avec son voisin étant a sa
place de danseur. My vigier étant présent
aurait pris sous son bras ^{l'agresseur} et seigneur de mon
fils pour le faire sortir par la porte cela
avait causé un tumulte de deux minutes et
chaque était remis a sa place quand le
propriétaire de la salle et tout a coup arriva
a saisir mon fils par le corps en injuriant
et lui disant il faut que p. sous pte par la
fenetre. mon fils s'arrêta ses vêtements et se
chemin de déshabiller sous l'insulte de et heurter
lui porta un coup de poing a quel se
contente en aucun façon

Sérieusement a-t-il interrogé les causes de la
provocation les brevins de la légitime défense
des vêtements déshabillés et se pointer même a
me dans le bas, était une trop belle occasion
de faire du scandale sur mon nom aucun
compensation ne été admise le propriétaire de
celui auquel le commissaire de police a prétendu qu'il
fallait maintenir une certaine autorité a mesme
obtenir 25 francs de dommages et intérêts malgré

qu'il fut deux heures de matin et qu'il
nait aucune autorisation spéciale pour dépasser
l'heure de minuit prescrite par le règlement
et qu'il ait été le provocateur

Je suis ici de ma lettre au d. des
conseillers d'arrondissement entre dans mon
cabinet pour venir me dire qu'il voudrait
me voir interpréter appel de ce jugement
qui dit il est une cause de surprise pour
lui de même

Et moi je sous les qu'on a fait
et que doit-il m'en faire. sans doute simon
et d'autre car les passions qui tiennent les filles
et mettent derrière le rideau à Guise auraient
elles pas la puissance d'égaler juges au tribunal
de devoirs. Je sous laise donc absolument juge
sur l'infirmité d'un appel si nous devons ne pas
y paraître. cette lettre aurait pour but de sous
pouvoir de me dire si sous ne pourriez rien faire
pour rendre à mon fils et à M. Vigier leur
jeune moins pénible. et pour vous demander
si sous ne pourriez obtenir un délai M. Vigier
n'est pas en prison il est à mon usine
de Bruxelles pour plusieurs jours aussitôt son
retour il pourrait se rendre en prison mais
je devrais volontiers qu'il fut au bord que mon
fils puisse se rendre avec lui. un ordre daté
du 3 m. l'aurait que huit jours pour se rendre
Je fais tout le jugement de d'arrondissement que pour l'heure
entre mes mains
votre dévoué
votre dévoué